

Table des matières

Préface à l'édition française	7
Préface	11
1. La crise écologique planétaire	15
2. Le train-train habituel ou la voie de la destruction planétaire	37
3. L'impératif de croissance du capitalisme	49
4. L'environnement et le capitalisme	83
5. Le capitalisme peut-il virer au vert ?	127
6. Une révolution écologique n'est pas simplement possible, elle est essentielle.	165
Index	195

3. L'impératif de croissance du capitalisme

C'est l'obsession de l'accumulation du capital qui différencie le capitalisme d'un simple système visant à satisfaire les besoins humains, comme il est décrit dans la théorie économique dominante. Et un système qui repose sur l'accumulation du capital est un système qui ne s'arrête jamais, un système en mutation perpétuelle, qui adopte de nouvelles méthodes de production et de distribution, tout en se débarrassant des anciennes ; un système qui s'étend sur de nouveaux territoires, assujettissant à ses propres buts les sociétés qui sont trop faibles pour se protéger. Pris dans ce procès d'innovation et d'expansion incessante, le système écrase même ses propres bénéficiaires s'ils en entravent la course, ou s'ils sortent de son chemin. Pour ce qui concerne l'environnement naturel, le capitalisme le perçoit non pas comme quelque chose à chérir et à apprécier, mais comme un moyen pour atteindre le but primaire de réaliser des profits et d'accumuler encore plus de capital.

PAUL M. SWEEZY¹

Le système dominant aux quatre coins du monde est le capitalisme. Pour beaucoup d'entre nous, le capitalisme fait tellement

1. Paul M. Sweezy, « Capitalism and the Environment », *Monthly Review* volume 41, n° 2, juin 1989, p. 8.

L'impératif de croissance du capitalisme

partie intégrante de nos vies, qu'il en devient invisible, comme l'air que nous respirons. Nous en sommes inconscients, comme les poissons le sont de l'eau dans laquelle ils nagent. En grandissant, nous assimilons et nous acquérons l'éthique, l'aspect et les valeurs internes du capitalisme. Inconsciemment, nous apprenons que l'avidité, l'exploitation des travailleurs et la compétition (entre individus, entreprises et pays) sont, non seulement acceptables, mais, en réalité, un bien pour la société car elles nous aident à faire marcher notre économie « efficacement ».

La plupart d'entre nous sommes tellement empêtrés dans le capitalisme, que nous en avons à peine conscience. Il faut donc fournir une sorte de définition rudimentaire. Une définition complète d'un tel système complexe occuperait, bien évidemment, des volumes entiers. Karl Marx écrira trois volumes pour définir le capital en tant que rapport social, et il comptait en écrire autant d'autres.

Très succinctement, le capitalisme est un système économique et social dans lequel les propriétaires du capital (ou capitalistes) s'approprient le surplus de produit créé par les producteurs directs (ou travailleurs), ce qui conduit à l'accumulation du capital (investissement et amas de richesse) par les propriétaires. La production prend la forme matérielle de biens de consommation pour le marché dans le but de créer du profit et de soutenir l'accumulation. Dans ce système, les individus poursuivent leur intérêt personnel, contrôlés seulement par la compétition mutuelle et les forces impersonnelles du marché.

« Accumulez, accumulez ! C'est la loi et les prophètes », c'est le mantra de tout le système et de chaque individu capitaliste. La logique de l'accumulation et de la compétition : « arrache constamment la production bourgeoise de son ornière [...] et force le capital à tendre toujours plus les forces productives du travail. La loi qui ne lui laisse point de trêve et qui l'obsède : *marche ! marche !* »¹ La force destructrice qui

1. Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, Paris, PUF, 1993, p. 666, et *Œuvres*, tome II, Paris,

en résulte n'accepte pas de limite à son expansion. Elle essaie, sans arrêt, de les faire tomber, en développant de nouvelles technologies et en s'étendant à de nouveaux marchés. Bien que cela ait, parfois, ouvert la voie à un important progrès social, l'accent mis sur l'accumulation comme fin en soi, qui constitue la logique interne du capital, comporte des coûts sociaux et environnementaux lourds, comme : 1° la polarisation des revenus et des richesses ; 2° une toujours large (et fluctuante) armée de réserve d'employés au chômage ou en sous-emploi ; 3° des crises économiques périodiques et dévastatrices ; 4° une « externalisation » de coûts énormes sur la société et l'environnement ; 5° des guerres systématiques et l'impérialisme ; et 6° une paralysie du potentiel d'innombrables individus.

L'essence du capitalisme, comme elle vient d'être décrite, peut être saisie en réécrivant le premier commandement de la Bible comme suit : « Tu n'auras pas d'autre dieu que l'accumulation du capital. » L'écologiste Richard Levins donne un exemple concret de ce que cela veut dire : « L'agriculture ne concerne pas la production de nourriture, mais celle des profits. La nourriture en est un effet collatéral. [...] La sécurité sociale est un bien de consommation, la santé un produit dérivé. »¹ Si les marchés ont existé longtemps avant le capitalisme, une économie entièrement organisée autour de la production de biens destinés à la vente sur le marché en vue de créer du profit, est unique au capitalisme. Les marchés sont devenus quasiment les lieux universels où obtenir des biens et des services. Dans ce sens, le capitalisme peut être considéré comme un système de production généralisé de marchandises. Ce sont les ventes sur le marché et les conditions de compétition qui fournissent aux entreprises les « indices » sur quoi investir, combien produire, ou s'il vaut la peine de surpasser ou essayer de contrôler un concurrent : tout cela dans le but de maximiser les profits. Mais l'essence du système ne repose pas

Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1968, p. 224.

1. Richard Levins, « Why Programs Fail », *Monthly Review*, mars 2010.

L'impératif de croissance du capitalisme

tant sur les rapports de marché, que sur ses rapports de production qui sont des rapports d'exploitation. C'est ici que les travailleurs, en effet, louent leurs capacités de travail au plus offrant, lui fournissant le surplus de travail qui est à la base du profit dans le système capitaliste, et donc au fondement du système lui-même.

Même si les défenseurs du capitalisme affirment que l'égoïsme qui est à la base du système le rend aussi extrêmement efficace et remarquablement juste, cela est manifestement faux. Le capitalisme est non planifié et archaïque, ressemblant à un moment donné à un navire à la dérive, à un autre à un train fou. Les régulations et les contrôles sociaux sont minimaux. Inévitablement, plusieurs conséquences imprévues se produisent dans la production et la distribution des biens et des services. Les économistes traditionnels appellent ces conséquences « externalités » ; à leurs yeux, il s'agit d'effets collatéraux d'un système autrement rationnel et socialement bénin. Les « externalités » incluent la pollution de l'eau, de l'air et du sol, mais également des inégalités de richesse, des périodes importantes de chômage élevé et l'échec à satisfaire les besoins essentiels de tous les êtres humains. Ces « externalités » se produisent car elles sont exclues de la structure des coûts économiques et des profits du système, même si elles représentent des coûts sociaux et environnementaux. L'économiste K. William Kapp écrit, il y a longtemps :

En réalité, le système d'entreprise privée doit être considéré comme une économie de frais impayés ; « impayés » dans la mesure où une proportion substantielle des frais réels de production n'est pas comptabilisée dans les livres de l'entreprise. Elle est, au contraire, rejetée sur des tiers et sur la collectivité, qui, en définitive, en supportent le poids.¹

1. Karl William Kapp, *Les Coûts sociaux de l'entreprise privée*, Paris, Les petits matins/Institut Veblen, 2015, pp. 424-425.

Prenons l'exemple du charbon pour illustrer la signification des externalités. Le charbon est le carburant le moins cher s'il est mesuré en dollars dépensés pour l'énergie obtenue (milieu 2010, le coût des usines de production d'électricité au charbon était de moins de 3 dollars pour 293 kWh contre environ 5 dollars pour le gaz naturel et 16 dollars pour le pétrole). En 2007, environ 70 % de l'électricité générée par les carburants fossiles aux États-Unis provenaient du charbon (le charbon produit environ la moitié de l'électricité toutes sources confondues, y compris l'électricité nucléaire, hydraulique etc.); cependant, le coût payé pour le charbon ne prend pas en compte les dégâts écologiques engendrés au cours de l'extraction du charbon (comment, d'ailleurs, serait-il possible de commencer même à calculer le coût de la destruction d'une montagne ou le remplacement d'une vallée?), ni le coût des vies perdues dans les mines et les effets négatifs sur la santé (en particulier les maladies pulmonaires) se produisant plus tard dans la vie, ni le coût de la pollution au mercure de nos lacs et de nos mers, y compris le coût de la contamination des poissons et des êtres humains par ce même mercure, ni l'acidité grandissante des océans, le ruissellement de déchets provenant du stockage de charbon, les effets de réchauffement climatique du dioxyde de carbone relâché dans l'atmosphère, le méthane relâché durant l'extraction minière et ainsi de suite. Bien que les compagnies électriques soient contraintes de soutenir une partie des coûts directs de pollution, comme l'élimination du soufre de la fumée de charbon, le prix payé pour générer de l'électricité à partir du charbon ne pourra jamais se rapprocher de la totalité du coût des dégâts faits à la terre et à ses habitants.

Considérons quelques aspects centraux du conflit entre le capitalisme et la durabilité environnementale. Pour ce faire, nous devons garder deux questions à l'esprit. Premièrement, la force motrice et la dynamique du capitalisme sont la recherche infinie de profits et d'accumulation; deuxièmement, la compétition incite sans arrêt les compagnies à augmenter

L'impératif de croissance du capitalisme

les ventes et à gagner des parts de marché. Dans ce chapitre nous nous concentrerons sur la soif d'accumulation de richesses privées du système et sur son besoin d'expansion pour échapper aux crises économiques. Les implications pour l'environnement de cette chasse systématique à l'accumulation, tout comme les autres aspects du capitalisme seront analysés dans le chapitre 4.

Les économies capitalistes doivent continuellement se développer

On nous raconte à répétition que seule la croissance économique peut améliorer notre vie. Mais comme Gus Speth l'écrit dans le journal écologiste *Solutions*:

La croissance économique peut bien être la religion séculaire de notre monde, mais pour la plus grande partie de ce monde, elle est une divinité mourante, sous-performante pour la grande majorité de la population mondiale et, pour ceux qui vivent dans des sociétés riches, elle est maintenant en train de créer des problèmes, plutôt que d'en résoudre. L'effort incessant pour faire croître l'ensemble de l'économie américaine est en train de détruire les communautés et l'environnement. Il alimente, au niveau international, une recherche impitoyable d'énergie et d'autres ressources; il échoue à créer les emplois nécessaires. Et il se base sur un consumérisme industriel qui ne correspond pas aux besoins les plus profonds des êtres humains. Au lieu de s'occuper des véritables questions du pays et de faire ce qui pourrait réellement en améliorer la vie, les Américains choisissent la croissance et la consommation. Les psychologues ont montré, par exemple, que si la production économique par personne est sensiblement en hausse aux États-Unis, dans les décennies récentes, il

n'y a pas eu, au contraire, une hausse de la satisfaction individuelle et les niveaux de méfiance et de dépression ont augmenté de façon substantielle.¹

Le dieu mourant de la croissance que Speth décrit parlant des États-Unis n'est rien d'autre que le mode opératoire du système capitaliste à son niveau le plus basique. Un capitalisme sans croissance est un oxymore: dès que l'accumulation s'arrête, le système se retrouve en état de crise, ce qui provoque une souffrance profonde dans la classe ouvrière. La force motrice du capitalisme est la compétition pour l'accumulation des profits en vue de la formation d'un nouveau capital qui puisse générer encore plus de profits et d'accumulation, *ad infinitum*. Cela mène à une croissance économique exponentielle ou exacerbée. Comme les auteurs de *Halte à la croissance ?* l'ont écrit :

Une bonne partie des biens produits chaque année sont des biens de consommation (textiles, voitures particulières, logements) qui sortent du circuit. En revanche, une autre partie de la production équivaut à un apport complémentaire de capital puisqu'elle sert à produire à nouveau (machine à tisser, laminoirs, machines-outils, etc.). Cette dernière partie de la production constitue les investissements.

Ces investissements caractérisent une boucle positive, analogue à la boucle de natalité dans le système de population. Plus le capital initial est élevé, plus il produit; plus il produit, plus il permet d'investir et plus il permet d'investir plus il s'accroît.²

1. James Gustave « Gus » Speth, « Towards a New Economy and a New Politics », *Solutions* 1/5, 2010, p. 33-41, thesolutionsjournal.com/node/619.

2. Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jorgen Randers, and William W. Behrens III, *Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance*, Paris, Fayard, 1972, pp. 158-159.

Rien ne s'opposerait plus au capitalisme en tant que système que sa description ordinaire en termes de simple procès d'échange où une marchandise (M) est échangée pour de l'argent (A) pour acheter une autre marchandise (M), de façon à terminer le procès avec une valeur d'usage définie, qui est consommée, à savoir, $M-A-M$. Cela équivaut à un troc ($M - M$), mais où l'argent est utilisé comme intermédiaire au lieu de directement échanger un produit pour un autre. Dans un tel procès, la finalité est définie et elle correspond à la consommation de la marchandise, qui devient ainsi l'objet et la consommation même du procès.

Mais les économistes, de Karl Marx à John Maynard Keynes ont montré qu'il s'agit d'une fausse représentation. En réalité, la formule générale de l'échange sous le système capitaliste de production prend la forme plus dynamique de $A - M - A'$, où l'argent est utilisé pour acheter les moyens dans le but de produire une marchandise, laquelle est ensuite vendue pour gagner plus d'argent, ou $A (M + \Delta m)$. Autrement dit, le but est de terminer avec plus d'argent qu'au début, à savoir, avec une plus-value, ou profit. Ce procès d'échange ne cesse jamais, mais continue toujours sans limite. Par conséquent, dans le tour d'échange suivant, il prend la forme: $A' - M - A''$, qui amène, dans le passage successif, à $A'' - M - A'''$, et ainsi de suite, selon une quête incessante d'accumulation à des échelons toujours plus élevés¹.

Compris en ce sens, le capital est une valeur qui se développe de manière autonome. Le capitalisme ne connaît donc pas de limites à sa propre expansion: il n'existe pas une quantité limitée de profit, ni une quantité limitée de richesse, ni une quantité de consommation qui soit « juste », ou « trop élevée ». Cela signifie que l'environnement existe,

1. Sur la formule générale de Marx du capital ($A-M-A'$), voir Paul M. Sweezy, *Four Lectures on Marxism*, New York, Monthly Review Press, 1981, pp 28-31. Pour une analyse de l'utilisation de la même formule par Keynes voir John Bellamy Foster, « The Financialization of Accumulation », *Monthly Review* 62/5, octobre 2010, pp. 3-6.

non pas comme un endroit avec des limites inhérentes, dans lesquelles les êtres humains doivent vivre avec les autres espèces de la terre, mais comme un royaume à exploiter dans un procès d'expansion économique croissant. Selon la logique interne du capital, les affaires, renforcées par la compétition, doivent soit grandir, soit mourir, tout comme le système lui-même.

La tendance vers une concentration toujours plus grande de capital se situe au cœur de l'ensemble du procès d'accumulation du capital. Quand une nouvelle marchandise est produite, ou quand une nouvelle industrie surgit, il peut y avoir plusieurs producteurs. Mais lorsque l'industrie se développe, seulement une poignée d'entreprises en arrive à dominer le marché. En général, c'est la taille qui gagne, et les grands capitalistes battent et absorbent les plus petits. Bien évidemment, il y a toujours beaucoup de petites entreprises, spécialement dans les marchés locaux, les restaurants, les barbiers les électriciens, ou les plombiers, où une niche s'est développée depuis longtemps et où les propriétaires se contentent d'une situation stationnaire. Ces petites compagnies fournissent de l'emploi, avec environ 13 millions d'emplois créés aux États-Unis en 2008 dans des compagnies de moins de dix employés. Cependant, le secteur des petites entreprises représente généralement une partie de l'économie peu rentable et sans but d'expansion, avec un impact relativement faible sur l'ensemble de l'économie, et constitue seulement une très petite partie de la valeur ajoutée. Par ailleurs, le Center for Economic Policy and Research (Centre de recherche sur la politique économique), déclara, dans son rapport de 2009, *Une comparaison internationale de l'emploi dans les petites entreprises* que : « En considérant l'emploi dans les petites entreprises sous tous ses aspects, les États-Unis possèdent le secteur le *plus petit* des petites entreprises au monde (en termes de proportion avec la totalité des emplois) ».¹

1. John Schmitt, Nathan Lane, *An International Comparison of Small Business*

L'entreprise représentative de l'économie actuelle est plutôt une corporation géante monopoliste et oligopolistique qui est, à la fois, un conglomérat et une entreprise multinationale. Pour ces entreprises, l'impératif est de s'agrandir afin de profiter des économies d'échelle. La compétition se fait principalement à travers la réduction des coûts et le volume de ventes, plutôt que par la baisse des prix, avec une pression constante pour acheter de nouvelles compagnies. Dans ce secteur, qui domine l'économie moderne, une corporation qui ne s'accroît pas et qui n'augmente pas sa part de marché est destinée à disparaître.

Il y a de nombreux exemples d'entreprises dont les fondateurs promouvaient des missions sociales ou voulaient, à l'origine, rester de petite taille, mais qui furent, finalement, obligées d'accepter la réalité de la compétition du marché. Par exemple, un grand nombre d'entreprises liées à l'alimentation comme Ben & Jerry's (glaces), Whole Foods Markets (à l'origine un magasin d'aliments naturels à Austin au Texas), et Great Mountain Coffee Roasters (une compagnie qui conçoit « le profit comme un moyen de mieux réaliser le but plus noble de faire du bien aux autres, tout autour du monde »¹) soit ont été vendues à une entreprise plus grande avec plus de possibilités de propulser la croissance (c'est le cas de Ben & Jerry's qui fut achetée par Unilever), soit, ont réussi à acheter leurs compétiteurs dans le cadre de leur stratégie de développement.

Sur une période d'un an, Green Mountain Coffee Roasters a acheté trois entreprises: Diedrich Coffee Inc., Timothy's Coffees of the World Inc., et Van Houtte, installée au Canada. Le PDG de l'entreprise a expliqué cette dernière acquisition dans les termes suivants: « Cette acquisition augmentera la présence de Green Mountain au Canada et on s'attend à ce qu'elle puisse renforcer l'expansion géographique en Amérique

Employment, Washington D.C., Center for Economic and Policy Research, 2009, p. 1.
1. « Project Pack: Green Mountain Coffee Roasters », www.appreciativeinquiry.case.edu/practice/ppGreenMountain.cfm, 26 janvier 2011.

du Nord grâce à la plate-forme commerciale d'une marque canadienne célèbre alliant des compétences de torréfaction, de production et de distribution. »¹

Whole Foods explique l'expansion de son empire « d'aliments naturels » en termes similaires :

En 1984, Whole Foods Market commença son expansion à l'extérieur d'Austin, d'abord à Houston et Dallas et, ensuite, à la Nouvelle Orléans en acquérant la Whole Food Company en 1988. En 1989, nous avons poursuivi l'expansion vers la côte occidentale avec un magasin à Palo Alto, en Californie. Tout en continuant à ouvrir de nouveaux magasins, nous avons soutenu une croissance rapide en achetant d'autres chaînes d'aliments naturels tout au long des années 1990 : Wellspring Grocery de Caroline du Nord, Bread & Circus du Massachusetts et de Rhode Island, Mrs. Gooch's Natural Foods Markets de Los Angeles, Bread of Life de Caroline du Nord, Fresh Fields Markets de la côte est et du Midwest, Florida Bread de la chaîne Life, la chaîne Merchant of Vino de la région de Detroit et Nature's Heartland de Boston.²

Donald R. Knauss, président et PDG de Clorox, producteur de toutes sortes de produits, de l'eau de Javel aux systèmes de filtration d'eau Brita, et des sacs Glad, aux emballages et conteneurs divers, expliqua le rachat de Burt's Bees et de sa ligne de produits écologiques :

Cette acquisition nous permet de pénétrer dans un marché qui s'accorde avec les méga tendances des

1. Lauren Coleman-Lochner, « Green Mountain to Buy Van Houtte for C\$915 Million », *Bloomberg Business Week*, 14 septembre 2010; Associated Press, « Green Mountain to buy Van Houtte for \$890 million », *ABC News*, 14 septembre 2010.

2. WholeFoodsMarket.com, « Company History », wholefoodsmarket.com/company/history.php, 23 avril 2011.

consommateurs. [...] Grâce à cette transaction, nous entrons dans une nouvelle phase stratégique pour notre entreprise qui nous permettra de nous développer ultérieurement dans la plateforme du commerce naturel et durable. La marque Burt's Bees est bien ancrée dans le domaine du durable, de la santé et du bien-être et nous croyons qu'elle tirera avantage des effets positifs des produits naturels et « verts ». Il s'agit d'une catégorie économiquement attractive avec une structure de marge fortement croissante pour Clorox. Alliée à notre nouvelle ligne de produits d'entretien naturels, Green Works, et les produits de filtration Brita, nous pouvons tirer profit de la crédibilité et des vastes compétences de Burt's Bees pour construire une plateforme robuste et de croissance majeure pour Clorox.¹

Dans le même communiqué de presse, le vice-président du pôle Stratégie et croissance de Clorox ajouta : « Nous sommes persuadés que les grandes compétences de Clorox dans la création de la demande à travers la communication avec les consommateurs et la capacité des consommateurs à créer de la valeur ajoutée, associées à l'héritage solide de Burt's Bees dans l'innovation visant au plaisir des consommateurs, créent une équipe gagnante. »

Ces fusions et acquisitions à travers lesquelles de petites entreprises, innovantes et socialement engagées sont, au final, achetées par des grandes sociétés qui répondent seulement à la demande de leurs propriétaires d'augmenter les profits, de renforcer les fonds propres et d'augmenter la taille de l'entreprise, sont la règle dans l'économie d'aujourd'hui. En 2007 les fusions et acquisitions mondiales atteignirent le record de 4,38 milliards de dollars, à savoir, 21 % de plus qu'en 2006.²

1. Clorox Company, « Clorox to Acquire Burt's Bees; Expands into Fast Growing Natural Personal Care », communiqué de presse, 31 octobre 2007.

2. « M&A Deals Hit a Record \$1.57 Trillion in 2007 », *New York Times*, 21 décembre 2007.